AVANT-PROPOS

JEAN DERCOURT

Secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences

L'Académie des sciences a reçu mandat du Comité interministériel de la recherche, en juillet 1998, de remettre un rapport biennal sur la Science et la Technologie. Elle a choisi de produire des rapports thématiques soulignant les verrous et les forces d'un domaine. Ce rapport relève de cette logique.

La place qu'occupe, historiquement, la France dans les recherches se déroulant dans les pays en développement, est notable dans plusieurs d'entre eux mais, en particulier, dans ceux d'Afrique francophone. Le rapport traite essentiellement des pays d'Afrique francophone subsaharienne.

Avant de rédiger ce rapport, une série de mini-forums s'est tenue depuis 1997 : organisés par le Comité de l'Académie des sciences pour les pays en développement présidé par François Gros, ils ont associé des spécialistes français de terrain à des responsables de la recherche dans les pays concernés. Il est apparu que les analyses correspondantes, assorties de recommandations, devaient être adressées aux autorités gouvernementales et aux établissements qui concourent à la recherche en France. Le présent rapport a été conçu dans ce but.

Une partie significative de la recherche conduite par la France, dans plusieurs domaines (santé-épidémiologie, agro-alimentaire, géologie, ressources énergétiques, hydrologie, etc.) concerne les pays en développement, souvent en partenariat, ou s'y déroule, tout particulièrement en Afrique. Une rapide présentation en est tentée dans la première partie, après un aperçu général de la situation économique et sociale qui esquisse l'état des lieux. On remarque qu'en dépit d'efforts réels, à mettre au compte de l'unité africaine, de nombreux enfants, notamment les filles, demeurent en marge de la scolarisation. Après la période coloniale, l'aide publique au développement par les pays riches s'est mise en place. Une multitude de canaux l'avait en charge et ceci avait permis de conforter le rôle des instances nationales dans nombre de pays bénéficiaires, avec une réelle ambition de développer localement l'éducation, la formation supérieure et la recherche au sein de structures institutionnelles. Mais, à partir de 1990, l'aide internationale a commencé à fléchir et on a assisté à un certain

désengagement des États du Nord. Un nouveau mode de production scientifique émerge alors. Commence à se dessiner un important exode des étudiants africains tandis que, pour ceux qui demeurent au pays, la recherche ne s'inscrit désormais que rarement dans des projets nationaux définis, mais dépend pour l'essentiel des orientations fixées par les bailleurs de fonds extérieurs. Parallèlement, les universités africaines connaissent des difficultés croissantes, sans doute plus accusées dans la partie francophone de l'Afrique subsaharienne que dans la partie anglophone.

Dans ces nouvelles structures, les bailleurs de fonds, comme les acteurs, s'intéressent souvent à l'innovation et plus rarement à la recherche elle-même. Lier recherche et action s'impose progressivement. Ainsi, coexistent des universités et des écoles comme centres de recherche, construites dès après l'indépendance, et des centres plus petits et peu pérennes. La recherche a tendu à être professionnalisée et à s'exercer aussi, souvent, hors des universités. Enfin, actuellement, les chercheurs, formés à l'étranger, ont introduit des liens avec l'industrie grâce à des financements extérieurs. Dès lors, se généralisent des fonctions de chercheurs-techniciens œuvrant en réseaux internationaux où se mêlent secteurs privé et public.

Devant cette structuration difficile à cerner et la précarité générale des moyens que peuvent consentir les pays africains confrontés à des difficultés de tous ordres, 10 % des étudiants s'expatrient, dont le tiers vers la France. En France, ils représenteraient, avec les étudiants d'Afrique du Nord, 75 % des étudiants issus des pays en développement et 12 % des thèses soutenues (toutes ces données demandent à être précisées). Devant l'évolution de la recherche et l'évolution liée à la formation des jeunes docteurs, le rapport recommande que la loi de programmation de la recherche (et ses décrets d'orientation), identifient les modes d'action de la participation des équipes françaises aux recherches en Afrique francophone et dans les universités françaises. La création d'une Agence nationale de recherche pour les pays en développement est préconisée.

Ces questions sont au cœur des relations entre pays du Nord et du Sud. Comme le congrès de Bamako France-Afrique (décembre 2005) l'a souligné, la prise en compte de ces recommandations serait un moyen de mettre en œuvre les propos du Chef de l'État français.

La deuxième partie du rapport passe en revue les principaux secteurs d'activité de la recherche en Afrique francophone. Si la position de la France varie de l'un à l'autre, une tendance commune apparaît : l'extrême diversité de l'action des différentes entités publiques françaises. Si le potentiel global demeure impressionnant, cette diversité même contribue à un certain manque de lisibilité et appelle, comme le préconise le rapport, une meilleure coordination capable

de s'exprimer à travers des projets pérennes permettant d'établir un vrai partenariat à caractère bilatéral ou multinational.

Après avoir exposé la part des différents acteurs français – IRD, Cirad, Institut Pasteur ou établissements à vocation généraliste et internationaux (FAO, OMS, Union européenne, mais aussi ICSU, IAP, TWAS, ...) –, dans la structuration et la programmation de la recherche en Afrique francophone, le rapport recommande :

- une structuration nationale française plus claire de l'aide publique, assortie de modes d'action définis ;
- une incitation forte de la France à accroître l'aide des pays de l'Union européenne dans la cohérence et la continuité ;
- une synergie des aides des établissements publics avec celles de différents pays africains, notamment ceux du Maghreb.

La troisième partie explore les conditions du renouveau.

La communauté internationale réalise officiellement que l'équilibre du monde ne peut progresser que si l'Afrique et, en particulier, les pays intertropicaux deviennent des acteurs majeurs. Ceci implique, pour plusieurs domaines exposés dans ce rapport, un développement de réseaux de recherche de dimension internationale, conférant aux diasporas scientifiques le rôle de catalyseurs de l'implantation de recherche scientifique. La nécessaire intimité entre recherche et innovation s'impose et elle est affirmée par tous les intervenants. C'est ainsi que le rôle de formation de chercheurs que joue la France est appelé à devenir, non pas un détournement des cerveaux à son bénéfice, mais la possibilité de former des hommes et des femmes, fondateurs ou acteurs, dans des réseaux et sachant associer laboratoires et entreprises africains, français, européens et internationaux. Ils seront à même d'offrir des possibilités de retour pour les scientifiques formés dans les pays du Nord et, en particulier, en France. Il convient absolument d'éviter que ces chercheurs soient coupés du flux de la recherche internationale.

Les universités sont ainsi appelées à jouer un rôle significatif dans le fonctionnement et la pérennisation des réseaux. Une première étape de constitution est détaillée : celle des thèses en cotutelle entre une université française et une autre dans un pays d'origine, membre du réseau. Le rôle structurant de ces réseaux, joué par l'Agence universitaire de la francophonie et par le Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur, est souligné.

Les recommandations insistent sur le rôle de partenaires que jouent, en France, d'une part, la Conférence des présidents d'université, et celle des Directeurs des grandes écoles et, d'autre part, les établissements publics scientifiques et techniques et établissements publics industriels et commerciaux avec leurs homologues africains.

Dans tout le rapport, les auteurs insistent sur l'importance des travaux conduits en Afrique, avec des chercheurs africains actifs, pendant des durées significatives, et non pas seulement pour prélever des échantillons ou dispenser quelques conférences.

Le rôle de l'Agence de la recherche scientifique et technologique française, nouvellement créée, pourrait être conçu comme une des structures de financement dans les universités et les centres de recherche africains associés contractuellement à des établissements français, pour des projets identifiés.